



**DEMANDE D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL - Année 2024**

**DEMANDEUR(S) :**

NOM : ..... Prénoms : .....  
Raison sociale ou profession : .....  
Adresse complète : .....  
Téléphone : ..... Portable : .....

ADRESSE DE L'OCCUPATION (remplir un imprimé par lieu) :  
.....

**NATURE DE L'OCCUPATION :** (Cochez la case correspondante)

- Étalage**, préciser l'objet de la vente : .....  
 **Autre**, préciser le type d'installation et l'objet de la vente : .....  
Quantification\* de l'occupation en m<sup>2</sup> soit..... m de longueur et .....m de largeur.

Ou en mètre linéaire soit .....m de longueur

*\*(Mètre linéaire pour les étalages type marché /Mètre carré pour les occupations type foodtruck)*

- Raccordement et fourniture **Electricité** – Merci de préciser la puissance :  220 volts  380 volts  
Nombre de prises souhaitées : .....

**PERIODICITE DE L'OCCUPATION :** (Cochez la case correspondant à votre choix)

- à la journée (s)** **Date :** .....  
 **au mois** .....  
 **à l'année** .....

**OBLIGATIONS DU DEMANDEUR :**

Le demandeur s'engage à acquitter la redevance d'occupation du domaine public, conformément à la décision du Maire n° 23.06 Ad.41 en date du 1er juin 2023 portant sur la révision des tarifs communaux en lien avec l'occupation temporaire du domaine public,

Toute autorisation d'installation sur le domaine public est délivrée à titre précaire et révocable.

Le demandeur s'engage, le cas échéant, à respecter la réglementation locale relative aux étalages sur la voie publique.

**PIECES A FOURNIR :**

N° d'enregistrement au registre du commerce, ou extrait K bis, ou numéro d'immatriculation au répertoire des métiers.  
Références du contrat d'assurance (responsabilité civile, en cours de validité).

**Toute fausse déclaration sur cet imprimé entraînera la nullité de la demande.**

A ....., le .....

**Signature du demandeur**

Cadre réservé à l'administration

Demande enregistrée le :

N° d'enregistrement : AOT/

Redevance (article L2125-1 du code général des propriétés des personnes publiques)

- Occupation soumise à paiement d'une redevance

Si oui, montant total : .....

- Occupation à titre gracieux

Si oui, motif : .....